

« Fonder le Droit à l'Avenir de la Corse »

Le présent texte procède du seul désir, bien légitime, de comprendre ce que nous vivons. De la seule nécessité, impérieuse, d'éclairer un présent dont la densité et la confusion masquent trop souvent les enjeux profonds. Du seul projet, vital, d'ouvrir avec décision et clarté les perspectives qui s'offrent alors pour un avenir partagé.

Avec détermination et humilité, nous voulons ici mettre en débat certains éléments de constat déterminants, en analyser la signification et dégager les lignes de force d'une vie commune. Une conviction forte anime toute notre démarche. Elle nous montre qu'en prenant appui sur la spécificité insulaire et ses échos à l'universel, une démarche citoyenne peut être engagée avec succès. Des richesses de tous ordres sont en effet encore mobilisables ici, dans le territoire et la culture, et qui pourront produire au bénéfice de tous.

C'est en femmes et en hommes libres que nous sollicitons votre adhésion à ce manifeste. C'est en femmes et en hommes libres que nous vous demandons de le porter à votre tour, avec sincérité, force de conviction et détermination.

S'ENGAGER, C'EST CHOISIR

C'est au plus haut niveau de conviction que nous sommes tenus de placer notre appel citoyen, parce que l'action engagée trouve ses fondements dans la recherche d'un idéal de justice et de démocratie. Sans méconnaître ni les réalités sociales qui nous agitent, ni les contraintes économiques et écologiques de la crise globale qui nous traverse, il nous faut aujourd'hui répondre à une question de fond : **Quelle est la Corse que nous voulons vivre ?**

C'est là que s'origine ce qui nous pousse à l'indispensable innovation sociale, condition essentielle à l'avenir pour qui sait combien est intense et fragile le Bien commun.

Il nous appartient donc d'inventer un vivre ensemble de citoyens de plein droit aux échelles nationales, continentales et mondiales. Nous le réaffirmons, ce choix crucial requiert cohésion, sens du collectif et esprit d'innovation. Fondé sur la démocratie participative, la solidarité, l'échange entre les générations et les différents habitants de l'île, ce devenir original conditionnera tout développement possible des ressources que la nature et l'histoire ont réunies en Corse.

À l'heure où la mise en œuvre politique d'un mieux social s'accommode lâchement de la seule annonce du pire comme vision économique, comment taire notre désir de faire partager notre propre façon d'entendre le Bonheur? Parce que l'histoire a souvent brouillé les cartes d'une réalité niée, elle a rendu les insulaires sensibles au changement et à la créativité, jusques et y compris dans le domaine du politique, comme en ces temps paoliens où l'Europe cherchait à inventer ses Lumières.

En écho à cette intuition qui fit germer, parmi les premières nations, **les principes féconds de toute souveraineté populaire**, nous voulons ancrer la présente initiative dans cette profondeur de temps.

Plus que toute autre légitimité, cette force du vouloir être ouvre un droit imprescriptible à l'avenir, en affirmation constante d'une identité qui nous est inaliénable.

D'abord périodiquement arraisonné par des enjeux extérieurs, puis confronté à une politique du déni, le peuple corse affirme sans discontinuer sa détermination à durer. Dans un régime

demeuré de droits absolus, son affirmation à l'existence s'est vue sans cesse opposer l'exercice de l'incompréhension et parfois du mépris. À l'exigence de reconnaissance s'est ajouté l'espoir de Justice.

Pourtant, la recherche de la solution passe par les voies simples et claires du respect de l'Autre que l'on n'a jusqu'à ce jour jamais su intégrer dans le rapport à la Corse.

FAIRE FACE

Un marché de dupes

Ce rapport politique se double d'un contexte global de **consumérisme** sans rivages dans lequel les atouts de notre île sont désormais objet de convoitise : extrême diversité du territoire, caractère unique des sites, climat, biodiversité, biomasse, densité et variété des énergies renouvelables, abondance de l'eau. Faute d'une action politique innovante et déterminée, la **gestion mercantile et anarchique** des appétits annonce un pillage généralisé, destructeur de rapports sociaux équilibrés et de valeurs qui animent les ensembles humains. **Les trésors de la Corse en période de crise économique, de réchauffement de la planète, de surpopulation : une bombe à fragmentation environnementale, économique, sociale et culturelle !**

Ici, la disparition du politique au profit de l'idéologie du marché qui dicte sa loi provoque des dégâts considérables. Ainsi, la disparition programmée du secteur agricole et l'abandon de l'intérieur côtoient l'urbanisation sauvage du littoral et une économie saisonnière non productive dont la grande majorité des bénéfices échappe à la Corse.

Sur fond médiatique d'un individualisme exacerbé, « fric et frime », « jet contre tracteur », s'agissent les signes de reconnaissance de la « richesse sur soi » contraire à toute idée de redistribution pour tous. **L'héliotropisme des nantis** génère « ses pauvres » : économie de « précaires », assistanat social, marchandisation de l'homme et du travail. La sous-traitance de soi. Une « chic » famille, en somme ! **Identité clouée** qui cache les stigmates de ses traumatismes collectifs : comportements à risque d'une partie de la jeunesse, taux de suicide, obésité, sida, consommation et trafic de drogues, population vieillissante emmurée dans la détresse et la misère qui croît. A la précarité générale s'ajoutent ici les dégâts culturels et humains d'une situation économique et sociale politiquement assistée. Les options actuelles du développement programmé pour la Corse amplifieront tous les dangers.

Et pourtant, les autorités décisionnelles, au prétexte de la nécessaire conversion économique, préparent une totale désanctuarisation de la Corse. Or, cette voie qui n'offre comme issue qu'un Présent, sans traces, sans mémoire et sans lendemains, nous conduit à tous les renoncements. **Ce chemin tout tracé n'est ni libre, ni juste, ni efficace.**

La mécanique mortifère

Dans ce contexte, les « promoteurs » captent chaque parcelle de terre mise sur le marché, avec l'appui de séides locaux dont les pouvoirs facilitent l'action. **Placés hors de portée de la grande majorité des Corses, le foncier et l'immobilier font l'objet d'une pression spéculative inacceptable, tant du point de vue de l'achat que de la location.** La langue et la culture corses ont quasiment disparu de l'espace social, le pronostic vital de leur pérennisation est désormais engagé. Quant au citoyen, il paye aujourd'hui le prix fort, celui de **la faillite morale du système** : clientélisme de gang et marketing politique pour lequel le vote est devenu une transaction et qui brandit ses enseignes de supermarchés en guise de bannière. La loi du plus fort enterre définitivement tout pouvoir politique défaillant et plombe toute émancipation sociale. Sans fleurs, ni couronnes.

Dépouillé, devenu étranger à sa propre terre, le peuple corse, bientôt apatride, voit sa rupture démographique et culturelle se préparer, clairement.

L'impasse politicienne

Durant les cinquante dernières années se sont manifestées de **fortes aspirations** dans notre société. Reconnaissance du peuple corse, officialisation de sa langue, affirmation de sa culture et de son identité, revendication écologique et expérimentation d'outils de développement territoriaux ont inspiré des actions comprises et partagées au fil du temps par une large partie de l'opinion publique. Nous revendiquons clairement notre appartenance à cette dynamique humaine qui, sur les grandes questions, fait unanimité. On l'a compris lors du vote par l'Assemblée de Corse de l'officialisation de la langue corse et du bilinguisme (1983), de la reconnaissance du peuple corse, communauté historique et de destin (1989) et plus récemment (2007) pour l'adoption unanime du Plan de Développement de la Langue Corse.

Pourtant, les dirigeants de la Corse, englués dans leur incapacité à gérer ces avancées, ont voté ces choix politiques fondamentaux sans jamais travailler à un commencement de mise en œuvre. **Rendez-vous manqués, au mépris des grandes politiques d'intérêt général** : éducation, autosuffisance alimentaire, autonomie énergétique, maîtrise de l'eau, préservation et valorisation environnementales, bien-être social, production et redistribution des richesses... Nous avons milité et manifesté pour l'affirmation des choix essentiels. Les élus, par le vote en assemblée, les ont reconnus et rendus légitimes. Nous attendons toujours leur mise en œuvre effective ! Signe cruel et irresponsable d'une violence civilisée qu'on voudrait ne pas voir partagée par l'Etat! Ce n'est pas seulement nos droits qui sont ainsi bafoués mais l'action publique elle-même : **l'incapacité des dirigeants à appliquer leur propre vote** renvoie chaque citoyen, désenchanté, sur sa barricade! Qui assumera les conséquences d'une telle désespérance de l'exercice démocratique ?

Entre une carte administrative ubuesque, une Collectivité Territoriale de Corse qui plie sous la contrainte financière de transferts et de programmes vides des moyens nécessaires à leur réalisation, et la paralysie structurelle d'un Etat par trop monolithique pour imaginer un modèle adapté : **la Corse est dos au mur !**

AVANCER DES PROPOSITIONS

Activer les valeurs

Pour mettre fin aux modes de pensée mécanistes (Corse/France; violence/paix ; culture corse/universalisme,...) qui condamnent au conflit, ayons le courage de faire notre choix afin d'assumer le devenir de cette île avec responsabilité ! Elle a déjà trouvé par le passé les répliques immédiates pour résister à l'inversion de ses valeurs. Pour manifester avec force le refus de toute spoliation. Pour faire la démonstration que le partage vaut plus que l'accumulation vénale de biens. Pour repousser l'invasion d'une idéologie marchande concentrée dans de grands groupes d'intérêts. Pour trouver une réponse à la dislocation sociale et à la tribalisation politique. **Face à cet état d'urgence, la Corse doit brandir ses valeurs, ressorts fondamentaux de son identité : responsabilité, équité, solidarité.** La solidarité, disons-le avec force, ne relève ni de la commisération ni d'une quelconque condescendance envers les plus démunis. Nous la remettons à sa juste place. Au cœur du politique. Parce qu'elle est d'abord, pour les Corses, un pilier de la culture. Insécable, sans mutilation. Le lieu social, identifié avec l'île elle-même et la solidarité comprise d'abord comme une appartenance à un espace défini à la fois par la géographie, les richesses

naturelles et la culture. Un patrimoine qui s'y transmet et se réaffirme à travers mille signes appartenant à la sphère environnementale ou culturelle. A un point tel d'intensité que sans solidarité, la Corse n'existe plus.

Acquérir la citoyenneté culturelle

Il nous faut, de manière tout aussi déterminée, réaliser la jonction entre l'idée de communauté de culture, historiquement vérifiable ici et la cohésion nécessaire de citoyens prêts à acquérir des droits imprescriptibles au sein de la société corse. Une telle perspective, cela va sans dire, exclut le communautarisme et impose l'idée d'un pacte social. D'instinct et par tradition, la société corse a intégré la diversité comme composante essentielle de son identité. Les attitudes de la population dans l'histoire ancienne ou récente, l'interconnexion économique et culturelle des différentes parties du territoire et l'unité différenciée de sa langue en ses diverses variétés le montrent à l'envi.

Aujourd'hui, parce que les seuils critiques de la démographie sont largement dépassés, il est urgent de proposer à tous une identification réaliste à la communauté des Corses. Celle-ci s'offre à travers **l'identité culturelle du citoyen corse**, notion qui intègre trois idées fondamentales :

- **la citoyenneté** : reconnaître et garantir les droits du citoyen à jouir pleinement d'une culture différente de celle dominante dans l'Etat dont il est membre. Citoyenneté inscrite dans un continuum culturel, impliquant pour nous la dimension personnelle et l'identification au collectif, à travers le territoire et les patrimoines à transmettre. En la matière, le chantier est ouvert depuis trois décennies et les propositions abondent: il n'y manque plus que l'action d'un dialogue ouvert et de la concertation effective de tous les acteurs, Etat compris.
- **l'implication de chacun dans la vie publique** à travers trois piliers : accès à la langue et la culture corses, relation forte à la terre en tant que bien commun, démocratie participative.
- Le choix politique majeur de contractualiser un statut pour les Corses, en priorité à un changement institutionnel pour la Corse, naît certes du sentiment d'urgence mais aussi d'un **constat d'échec de la revendication institutionnelle, dans la mesure où celle-ci, en tétanisant la situation politique de l'île, empêche aujourd'hui toute avancée dans la résolution des problèmes fondamentaux**. Il apparaît nécessaire d'une part de bloquer le processus de dépersonnalisation du peuple corse pour obtenir par la mobilisation les moyens de son affirmation et d'autre part de promouvoir l'exercice du respect mutuel comme porteur de **relations inscrites alors dans la sérénité**. Il sera ainsi possible de **passer enfin du conflit au contrat** : il est du devoir de l'Etat de s'impliquer dans ce changement décisif.

Positionner la Corse au cœur d'une Euro Méditerranée

Si le dessin bien circonscrit de l'île donne une mesure préhensible et intelligente du territoire, dans une unité fécondée par la diversité intérieure, au-delà des rivages, l'horizon découvre des espaces cohérents et accessibles où la mer devient passage et où s'échangent les identités. Un franchissement de frontières où l'autre devient voisin.

Ses relations politiques, commerciales et culturelles doivent en conséquence se renforcer en direction de l'Arc latin et au-delà, vers la Méditerranée et le reste du monde dans la perspective d'une interconnexion maîtrisée. Cet impératif impose que soit remise en cause et profondément reformulée l'idée de *région*. On pourra alors se défaire **de la bipolarisation Etat/Ile de Corse, schéma stérile auquel il nous faut proposer une issue**. Or, un tel

réexamen nécessite une déclinaison multiple de la notion, de manière à inclure en même temps que la prospective, une prise de conscience durable des relations de l'île avec son passé riche de contacts. Revisités dans un contexte contemporain, ces contigüités offrent aux projets novateurs une assise repérable et solide dans l'histoire et dans la culture corses.

Elles authentifient et légitiment d'emblée les relations élargies que nous proposons l'«Europe» et surtout la «Méditerranée».

Il est essentiel, de ce point de vue, de jouer la dimension stratégique de la Méditerranée en la sortant des cadres de référence conventionnels. La Méditerranée doit être réintroduite dans le devenir de la Corse comme échelle de référence pour une rupture avec des perspectives aujourd'hui asservies aux intérêts des propriétaires/gestionnaires des capitaux financiers.

Plus généralement, l'idée d'une *interrégionalité* qui s'étende au-delà des frontières étatiques constitue à nos yeux une condition essentielle du développement partagé. Elle exige une refonte des rapports aux Etats.

Nous nous attacherons à en faire reconnaître la pertinence au niveau international.

Sortir du « non-développement durable »

Pour mettre un terme aux allégeances, notamment économiques, et exclure tout esprit d'appropriation individuelle de ce qui est le bien commun, il faut inverser l'ordre qui nous condamne au non-développement durable. Il est urgent de replacer l'économie dans un **cadre éthique clairement défini** -y compris et surtout par le politique- au niveau écologique, culturel et social.

Dans cette perspective, nous proposons de **considérer les atouts dits « naturels » comme des biens « culturels »** puisque leur état présent est en réalité l'aboutissement d'une double action de :

- l'histoire « interne » des communautés rurales et littorales, qui, à travers des formes particulières d'occupation sociale et d'exploitation, ont transformé l'espace en un territoire habitant « raisonnablement » et « durablement » la terre fécondée par un peuple corse forgé à travers la longue durée de son histoire ;
- en interaction avec celle-ci, l'histoire des ensembles qui ont inclus la Corse, ainsi que l'émergence dans la culture d'une référence nationale qui a trouvé sa plus haute expression avec la construction paoliste.

Il s'ensuit que, pour nous, **toute activité économique** doit être étroitement associée au respect du territoire ainsi compris. Celui-ci ne peut s'établir durablement sans s'accompagner de la connaissance et des égards dus à cette intelligence du savoir-habiter et du savoir-faire indissociable de la **compétence culturelle**. Composante essentielle d'une qualité de vie dont nous sommes convaincus que bien appréhendée et construite, elle constitue le socle d'un projet à long terme. **De ce point de vue la Corse peut -encore- être considérée comme un vrai modèle écologique, mais les équilibres conservés sont fragiles, et il est urgent d'agir !**

De la même façon, les politiques publiques doivent concilier d'une part, la protection et la mise en valeur de l'environnement et du patrimoine, et d'autre part, le développement économique et **le progrès social**.

Pour ce faire, il s'agit de promouvoir un « droit civique corse » au service de la sécurité et de la sauvegarde des biens communs (les rivières, les forêts, les plages, les espèces....). Il est en effet urgent de ré-oxygéner le politique et les pratiques démocratiques effectives.

Au nom des **logiques de métier et de production**, au nom d'une économie qui favorise **l'amélioration des revenus du travail et du pouvoir d'achat**, au nom d'une richesse accessible à tous dont la Corse a les ressources naturelles, foncières et patrimoniales mais qu'il nous faut fertiliser par **une solide formation des hommes**. Car il en va de la dignité et du statut de chaque citoyen au sein de **la société de la connaissance** que nous voulons contribuer à mettre en oeuvre.

La mise en dynamique de ces choix nous conduira à promouvoir la relocalisation de la compétence, la reconquête d'un marché intérieur rapprochant producteur et consommateur, la mobilisation efficace de l'épargne, ainsi que l'adaptation des outils fiscaux : faisceau structurel d'une convergence économique nécessaire à la Corse.

Nous voulons hisser le politique à son plus haut degré de responsabilité, celui d'un pouvoir d'action économique assumé et apte à fonder notre Devenir. **Mettre en œuvre un développement de la Corse, maîtrisé par les Corses, en résonance avec nos fondamentaux historiques et culturels qui structureront de façon pérenne le cadre de notre savoir-être.**

Dans l'organisation de la société que nous visons le politique, le scientifique et l'économique doivent ensemble éclairer les choix éthiques de citoyens actifs et engagés dans les réalités du quotidien. Afin que chacun d'entre nous puisse être à la fois une ressource et un lien, assurant ainsi la vitalité et la cohésion de l'ensemble.

Nous plaçons donc notre action au cœur d'un maillage de volontés et d'énergies disponibles dans l'île et dans son environnement humain. Cette ambition exige une vision novatrice et ouverte de la Corse, centrée sur les enjeux du 21^e siècle, en résonance avec le mouvement de fond perceptible à l'échelle internationale.

L'énergie ainsi mobilisée est de nature à modifier durablement les conditions du vivre ensemble, dans des rythmes réconciliés avec l'environnement naturel et social. De telles orientations ne pourront être ni confisquées, ni récupérées. La légitimité et la crédibilité de la démarche résident dans l'adhésion de signataires convaincus, déterminés à porter le message de ce manifeste au plus haut niveau décisionnel.

Signer, c'est Fonder le Droit à cet Avenir de la Corse

**« Identités culturelles et politiques : le citoyen face à la diversité »
Université citoyenne, 8 et 9 juillet 2009, Corti**